

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS de la Commune de Longvic - Département de la Côte-d'Or

Séance du Conseil Municipal du 27 Novembre 2024 à vingt heures

Président : Madame Céline TONOT

Secrétaire : Madame Hélène MARTEEL

Convocation envoyée le 21 novembre 2024

Nombre de conseillers en exercice : 29	Nombre de votants : 29	
Nombre de présents : 22	Nombre de procurations : 7	
Pour : 29	Contre :	Abstention :
Membres présents		
Mme Céline TONOT	M. Christian CHEVREUX	M. Jean-Louis MERZAUX
M. Jean-Marc RETY	M. Luc LE LORC'H	Mme Myriam HENNEQUIN
Mme Anne GUTIERREZ-VIGREUX	Mme Monique ISSAD	M. Jonas MOUNDANGA
M. Jean-Marc GONÇALVES	M. Christophe SAGE	Mme Hélène MARTEEL
Mme Marie-Line BONNOT	M. Jean-Luc JONCOUR	M. Fernando NOVO
M. Christian BOUCASSOT	Mme Patricia QUELIN	Mme Valérie GRANDET
M. Pierre BERTRAND	Mme Fabienne VION	
Mme Béatrice SIMON	M. Gaëtan GUERMONPREZ	
Membres absents		
Mme Florence BIZOT (pouvoir à Mme Béatrice SIMON)	Mme Cyrielle VILLANI (pouvoir à M. Jonas MOUNDANGA)	
M. José ALMEIDA (pouvoir à Mme Céline TONOT)	M. Samir ASGASSOU (pouvoir à Mme Myriam HENNEQUIN)	
M. Franck LOUIS (pouvoir à Mme Fabienne VION)	Mme Élise GOURMELEN (pouvoir à Mme Patricia QUELIN)	
Mme Anne MILLOT (pouvoir à Hélène MARTEEL)		

N° 2024-101 : Protection Sociale Complémentaire Risque Prévoyance

Monsieur Jean-Marc RETY, Premier Adjoint au Maire, expose :

VUS les articles L 827-1 et suivants du code général de la fonction publique relatifs à la protection sociale complémentaire,

VU le décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents et les quatre arrêtés d'application du 8 novembre 2011, notamment son article 18,

VU le décret n° 2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement,

VU l'avis du comité social territorial du 16 octobre 2024 pris sur la base de l'article 18 du décret n°2011-1474 précité,

Les employeurs publics territoriaux doivent contribuer au financement des garanties d'assurance de protection sociale complémentaire auxquelles les agents qu'ils emploient souscrivent pour couvrir les risques prévoyance : incapacité de travail, invalidité, inaptitude ou décès,

Cette participation deviendra obligatoire pour les risques prévoyance à effet du 1er janvier 2025 (montant minimal de 7 € brut mensuel par agent, selon l'article 2 du décret n°2022-581). Les garanties minimales éligibles à la participation de l'employeur sont l'incapacité de travail et l'invalidité pour 90% du salaire net,

Le Centre de Gestion de la Côte d'Or a procédé, au titre de son obligation (article L827-7 du code général de la fonction publique) au lancement d'un appel public à concurrence régi par les dispositions du décret n°2011-1474 en vue de conclure une convention de participation et son contrat collectif à adhésion facultative des employeurs de son ressort et des agents pour les risques prévoyance,

Le Conseil Municipal réuni le 03 juillet 2024 avait retenu la procédure de la convention de participation pour les risques prévoyance menée par le centre de gestion de la Côte d'Or (délibération n°2024-066),

Le Centre de Gestion de la Côte d'Or a donc sélectionné, à l'issue de cette consultation et après analyse des candidatures et des offres, par délibération du 24 septembre 2024, l'organisme d'assurance RELYENS.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré et pris connaissance de l'avis du CST,

DÉCIDE d'adhérer à la convention de participation et à son contrat collectif d'assurance associé souscrit par le CDG auprès de l'organisme d'assurance RELYENS. Les garanties d'assurance prendront effet au 1^{er} janvier 2025,

DÉCIDE de verser une participation mensuelle brute par agent à la date d'effet de la convention et du contrat collectif d'assurance :

En respectant le minimum prévu à l'article 2 du décret n°2022-581,

D'un montant forfaitaire par agent de :15 € mensuels,

AUTORISE Madame la Maire à effectuer tout acte en conséquence.

FAIT ET DÉLIBÉRÉ LES JOUR MOIS ET AN CI-DESSUS